

## L'investissement des industriels se redresse depuis 2016.

Le maintien de cette dynamique sera conditionné par l'accroissement de leur rentabilité.

L'année 2016 a été marquée la crise agricole, une tension grandissante sur le prix des matières premières, une guerre des prix et promotions dans la grande distribution et pression fiscale toujours forte. Si ces freins persistent en grande partie, les industriels, profitant du dispositif de suramortissement, ont été enclins à renouveler leur outil de production. Mais ils restent prudents : la baisse de leurs marges et la guerre des prix limitent leur visibilité, d'autant que le dispositif de suramortissement a récemment pris fin. Seule une politique économique en faveur de la compétitivité (coût et hors-coût) permettra de transformer cette embellie conjoncturelle en une croissance rentable pour le secteur.

### 1. En berne ces dernières années, l'investissement des entreprises s'est nettement redressé à partir de 2016

Interrogés par l'Insee en avril 2017, les industriels du secteur agroalimentaire annoncent avoir accru leurs investissements en valeur de près de 11 % en 2016. Il s'agit là d'une dynamique inobservée depuis près de 15 ans. La mesure de suramortissement, qui a pris fin en avril 2017, nourrit cette croissance. Si elles restent globalement orientées à la hausse l'année suivante (+5 %), les prévisions d'investissement des industriels demeurent moins allantes. En effet, l'orientation globale des investissements, qui reste encore largement défensive (essentiellement axée sur le renouvellement des capacités de production) et le taux d'utilisation des capacités de production, relativement bas dans l'IAA, nuancent ce constat d'optimisme. La hausse pérenne, auto entretenue et durable des investissements reste conditionnée par l'amélioration des marges des industriels, qui se sont encore érodées en 2016 (-1,6 % sur un an), poursuivant une tendance à l'œuvre depuis 2007 (baisse de 4 points en cumul).

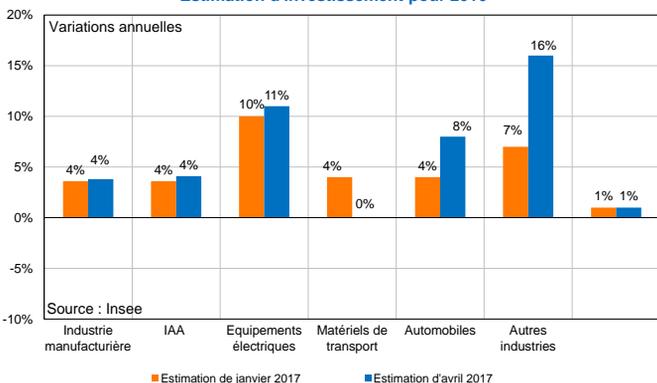
### 2. La situation financière des entreprises agroalimentaires reste menacée par la volatilité et la hausse du prix des matières premières alimentaires dans un contexte persistant de guerre des prix

Continue en 2016, la hausse du prix des intrants se poursuit en 2017, même si elle semble perdre en vigueur ces derniers mois. Elle s'est d'ores et déjà propagée au prix à la production, qui affichent en mai un 11<sup>ème</sup> mois de hausse consécutive. De manière usuelle, une hausse du prix à la production précède celle des prix à la consommation de quelques mois. Néanmoins, dans la grande distribution, les prix restent en déflation, pour le 45<sup>ème</sup> mois consécutif. La guerre des prix et des promotions maintient donc les prix en déflation, dans un contexte où les pressions inflationnistes sont de plus en plus soutenues.

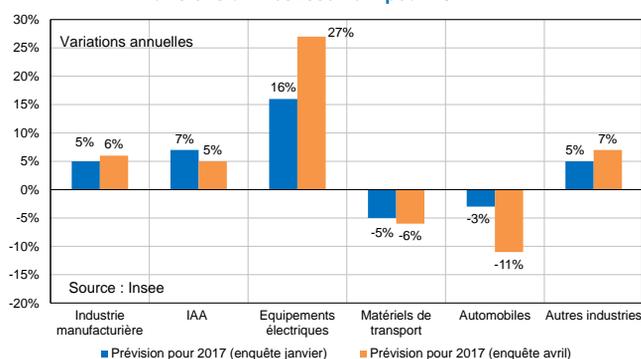
### 3. Au cours des prochains mois, la conjoncture pourrait continuer de se redresser, dans un contexte macroéconomique plus favorable

L'année 2016 a été marquée par des conditions particulièrement défavorables à la production de grandes cultures, débouchant notamment par une dégradation du solde commercial et une forte baisse de la production. Les premiers mois de l'année 2017 marquent un renforcement des exportations, permettant au solde commercial de se redresser légèrement (excédent annuel autour de 7,3 Md€). La production, plus dynamique ces derniers mois, devrait le rester d'après les dernières enquêtes de conjoncture. Enfin s'agissant de la consommation alimentaire, elle progresse nettement depuis 3 mois, atteignant un niveau sur un an inobservé depuis mars 2013 (+2,2 %). Le redressement de la confiance des ménages, concomitant avec celui du pouvoir d'achat, permet d'envisager une poursuite de cette dynamique.

Estimation d'investissement pour 2016



Prévisions d'investissement pour 2017



## Panorama macroéconomique : une amélioration de la conjoncture, moins franche dans l'IAA

**Côté offre :** Les dirigeants de l'IAA constatent que leur activité peine à se redresser, ce qui contraste avec le regain de confiance affiché par les industriels d'autres secteurs.

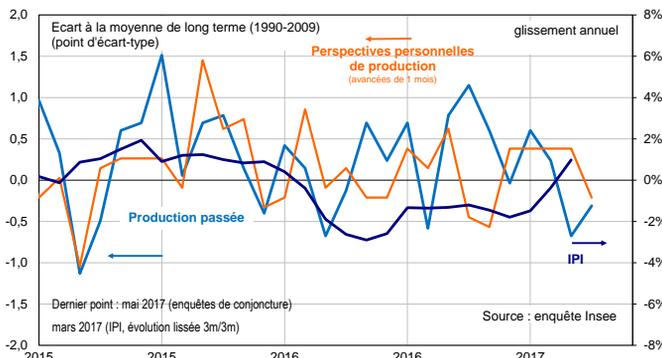
Dans l'industrie au global, le climat des affaires (*indicateur économique permettant de saisir le jugement des industriels sur leur environnement économique et financier*) se redresse nettement depuis plusieurs mois, affichant un niveau inobservé depuis juin 2011. Dans l'agroalimentaire, jugement des industriels est plus mitigé.

En particulier, le jugement relatif à la production passée (*qui porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois*) reste encore peu favorable. Celui-ci traduit relativement bien l'évolution de la production (IPI), qui a nettement décroché à partir du 2<sup>nd</sup> semestre de l'année 2016.

Depuis, la production peine à redémarrer, malgré des perspectives de production mieux orientées depuis quelques mois.

**Au final, aucun redémarrage ne semble vraiment envisageable au regard des dernières enquêtes.**

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire



**Côté demande :** Depuis 2 ans, la consommation a profité de l'aubaine constituée par la baisse du prix du pétrole.

Pour 2017, un redressement plus durable est conditionné par une amélioration sur le front de l'emploi, dans un contexte de remontée récente du prix du pétrole.

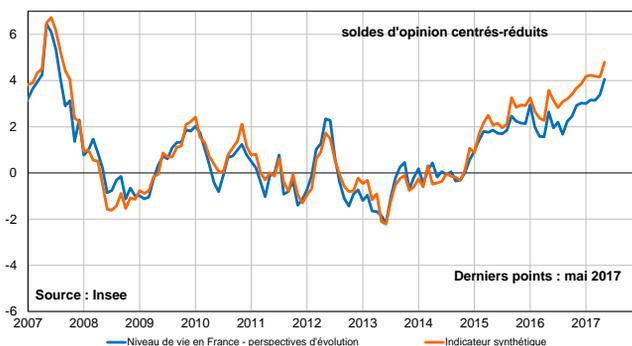
La confiance des ménages se redresse depuis 2015 dans le sillage de la baisse du prix du pétrole, dont le cours a baissé de près de 50 % entre 2014 et 2016. Ceci a permis au pouvoir d'achat de retrouver un dynamisme inobservé depuis plusieurs années (+1,8 % en 2016). La dissipation de ces effets devrait pénaliser l'évolution du pouvoir d'achat en 2017.

Dans un contexte de marché de l'emploi dégradé (taux de chômage à 9,6 % de la population active en 2017), **les craintes des ménages portent surtout sur le niveau du chômage**. Elles semblent toutefois s'estomper ces derniers mois.

En définitive, **la croissance de la consommation observée ces deux dernières années apparaît circonstancielle. Les premières données pour 2017 font par ailleurs état d'une décélération des dépenses (hors alimentaire).**

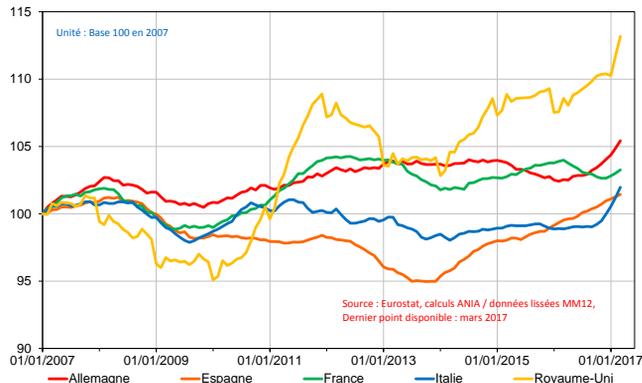
Au final, seule une baisse prononcée (et durable) du niveau du chômage permettrait un recul du taux d'épargne et des comportements de précaution.

Evolution de l'opinion des ménages sur le niveau de vie futur en France et confiance des ménages



## Panorama Europe : inflation et production encore modérées – Décrochage de la production en France par rapport au reste de la zone euro

Evolution de la production dans les IAA en zone euro



**La production, mesurée en niveau depuis 10 ans, semble marquer le pas en France relativement aux autres pays Européens.**

Si elle a fait preuve de résilience pendant la crise financière de 2008-2009, elle peine depuis à redémarrer. En 2016, la baisse de la production a notamment été franco-française.

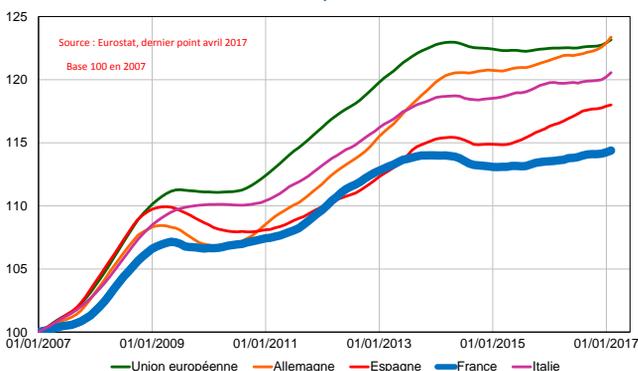
Parmi les autres pays de la zone euro, le Royaume-Uni voit sa production accélérer sensiblement. Les conséquences du Brexit semblent transiter à court terme par une baisse des importations britanniques de produits agroalimentaires, notamment français (baisse des près de 11 % depuis juin 2016).

Les hausses restent plus limitées en Italie, Allemagne et Espagne mais tout de même assez significatives.

Production : évolution au sein de la zone euro

	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
depuis 2007	7,4%	5,4%	1,4%	3,3%	2,0%	13,2%
depuis 2016	2,1%	2,8%	2,3%	-0,5%	3,1%	5,2%

Evolution des prix à la consommation au sein des produits alimentaires : Comparaison internationale



Au sein de la zone euro, malgré une vive tension sur le prix des intrants (hausse de 180 % du prix des matières premières depuis 2004 en France), la France se distingue des autres pays par une véritable atonie des prix à la consommation des produits agroalimentaires.

L'extrême concentration de la grande distribution en France (4 centrales d'achats représentant 92 % des achats) relativement au marché européen (dans lequel 5 distributeurs contrôlent 43 % à 69 % du marché), constitue un élément d'explication important.

**Ainsi, au total, depuis 2013 les prix alimentaires (comprenant également les produits frais) stagnent en France, alors qu'ils progressent partout ailleurs. La guerre des prix demeure donc une spécificité française, qui affecte directement la compétitivité des industriels français.**

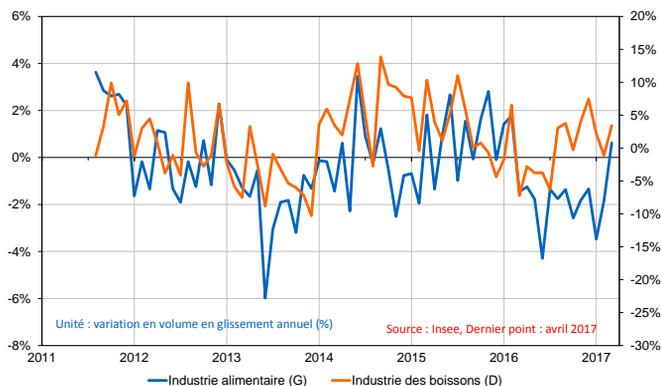
Inflation : évolution au sein de la zone euro

	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
depuis 2007	23,5%	23,8%	18,2%	14,6%	21,0%	33,3%
depuis 2016	0,8%	1,7%	1,4%	0,8%	1,1%	-1,6%

Note de lecture : l'évolution des prix mentionnée dans ce tableau intègre la dynamique des produits frais (par nature très volatile) et correspond à celle observée dans tous les circuits de distribution (grande distribution et petit commerce)

## Production alimentaire France : net repli en 2016 mais redressement progressif en 2017

Production des produits agroalimentaires et des boissons

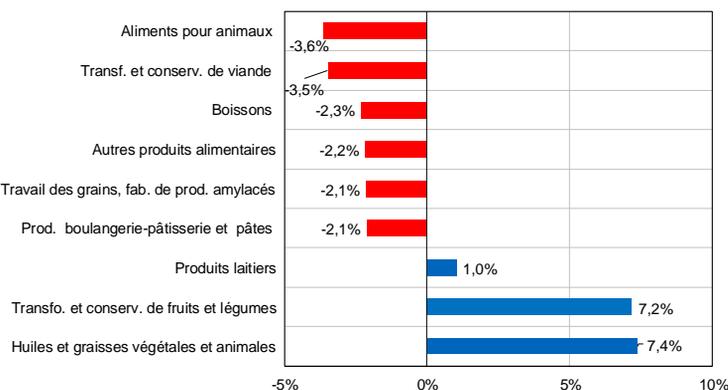


Sur l'ensemble de l'année 2016, la production alimentaire s'est repliée de manière importante (-1,3%). Sur les premiers mois de l'année 2017, cette dynamique semble s'inverser progressivement : +1,2 % affiché en mars, soit une évolution conforme à celle affichée en février.

Mesurée sur un an, la production progresse, s'inscrivant à +0,6 % en mars, après -1,8 % en janvier et -3,5 % en janvier. S'agissant des boissons, la production s'accélère (+3,4 %), à un rythme toutefois moindre que celui constaté sur la fin de l'année 2016 (+7,5 %).

**Sur les douze derniers mois, à avril 2017, la production agroalimentaire progresse de +0,6 % et celle des boissons affiche un recul limité à -0,4 %**

Variation sur trois mois de la production par secteur



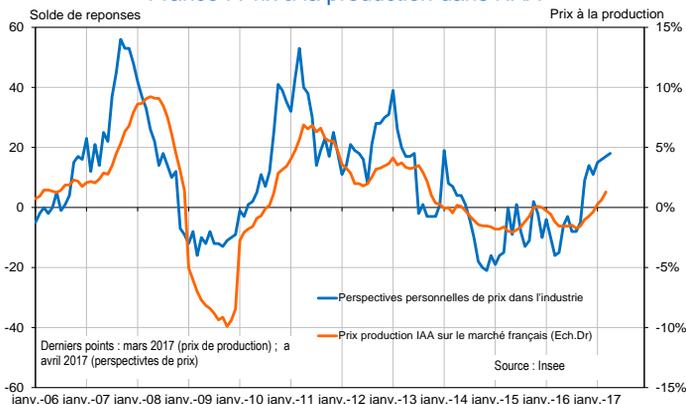
Source : Insee

Calculs ANIA, dernier point mars 2017  
Unité : variation sur trois mois en % (vol, cvs)

Sur les trois derniers mois, à mars 2017, seules les productions du secteur de la transformation et conserve de fruits et légumes (+7,2 %) et des huiles et graisses (+7,4 %) progressent.

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des aliments pour animaux (-3,6 %) et de la transformation et conservation de viande (-3,5 %).

France : Prix à la production dans l'IAA



Les enquêtes mensuelles de conjoncture de l'Insee permettent également d'avoir un diagnostic précis sur la formation des prix le long de la filière alimentaire.

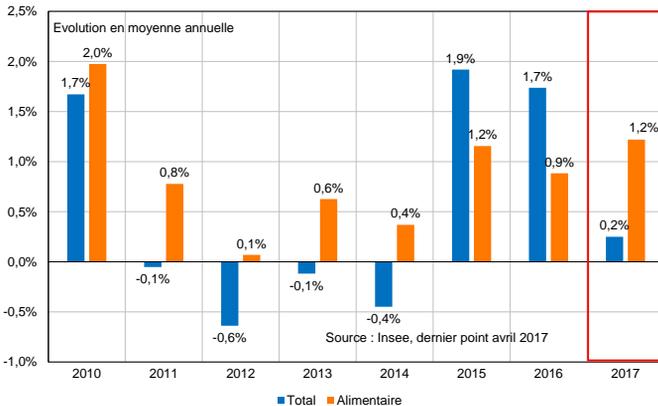
La question relative aux anticipations de prix par les industriels permet notamment d'appréhender les tensions qui pèsent sur l'amont de la filière. Les industriels ont ainsi bel et bien ressenti la forte hausse du prix des matières premières enregistrée ces derniers mois.

**A noter également que les prix à la production sont repartis à la hausse, affichant un rythme de progression inédit depuis deux ans. Des tensions sur les prix à la production précèdent en général celles qui pèsent sur les prix à la consommation.**

**La guerre des prix et des promotions maintient donc les prix à la consommation en déflation, malgré de vives tensions sur le prix des intrants.**

## Consommation France : résilience mais pas de décollage

Evolution de la consommation en France

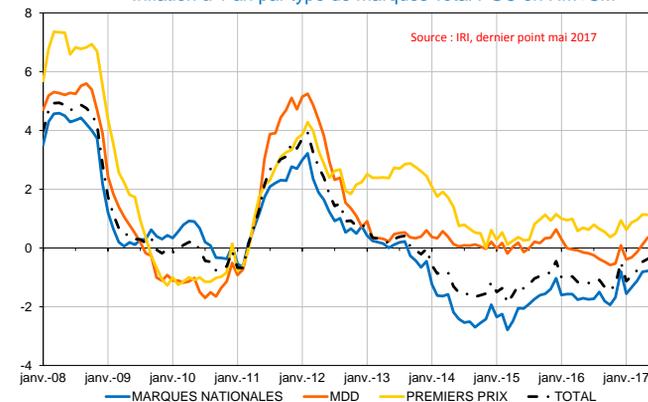


Depuis quatre mois, la consommation alimentaire progresse nettement. Elle accélère notamment en avril +0,9 % après +0,1 % en mars et +0,2 % en février. En conséquence, les dépenses alimentaires se redressent lorsqu'elles sont mesurées sur un an : +2,2 % en avril, après +0,8 % en mars janvier et +0,3 % en février.

Une telle hausse n'avait pas été constatée depuis fin 2013.

**Sur les douze derniers mois, à avril 2017, la consommation alimentaire a progressé de 1,2 % après +0,9 % en 2016 et +1,2 % en 2015.**

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM



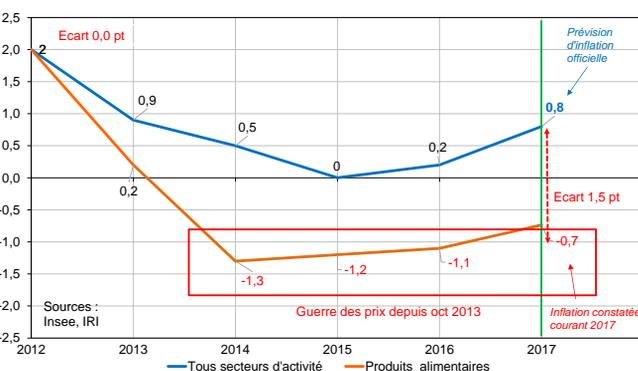
Au mois d'avril 2017, la déflation sur un an s'établit à -0,37 %. **La déflation perdue depuis le mois d'octobre 2013. Elle semble s'atténuer désormais en rythme mensuel.**

La déflation concerne notamment les marques nationales (-0,8 %). A noter que les MDD, entrées en déflation en 2016, voient leurs prix se redresser depuis quelques mois (+0,4 %), affichant une progression sur un an, inédite depuis fin 2015.

**Cette guerre des prix et des promotions n'a pas eu de bénéfice sur l'évolution des dépenses alimentaires constatée ces deux dernières années, qui a été plus contenue que celle affichée dans d'autres biens de consommation.**



Inflation annuelle : écart entre les produits alimentaires et les autres secteurs d'activité



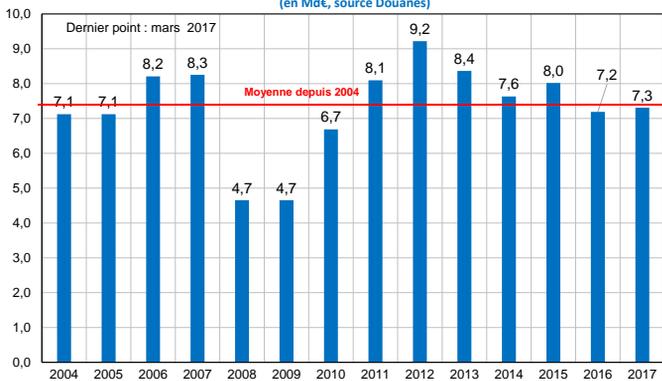
Le graphique ci-contre illustre l'écart qui s'est creusé en termes de dynamique de prix entre le secteur agroalimentaire et les autres secteurs de l'économie, dont l'évolution est appréhendée au moyen de l'IPC (indice des prix à la consommation).

**En 2017, cet écart reste significatif dans un contexte où l'inflation d'ensemble, stimulée par sa composante énergétique, se redresse. En revanche, dans l'alimentaire, la guerre des prix maintient les prix alimentaires en déflation.**

A noter qu'en 2012, dans un contexte de hausses des matières premières alimentaires et énergétiques, l'écart d'inflation était nul. La hausse des intrants s'était pour partie transmise aux prix à la consommation alimentaire, ce qui ne semble manifestement pas être le cas sur les premiers mois de l'année, malgré une flambée des matières premières alimentaires constatée en 2016 (+19 % sur un an début 2017).

## Export : une dégradation des performances pour les IAA françaises depuis 2016

Evolution du solde annuel commercial dans l'IAA  
(en Md€, source Douanes)

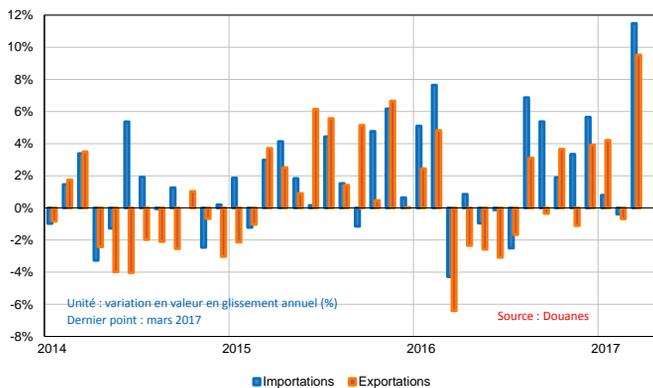


Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à mars 2017) signalent un maintien du solde commercial global, qui s'est établi à 7,3 Md€ sur les trois premiers mois de l'année 2017 après 7,2 Md€ en 2016.

Il s'agit d'un des niveaux le plus bas depuis 2010. Ses performances demeurent en effet tout juste en ligne avec la moyenne de longue période, calculée depuis 2004 (7,3 Md€).

Sur les 12 derniers mois, les importations progressent (+2,6 % après +2,4 % sur l'ensemble de l'année 2016), tandis que les exportations redémarrent timidement (+1,0 %), alors qu'elles avaient décéléré en 2016 (+0,0 % après +2,4 %).

Evolution du commerce extérieur des IAA

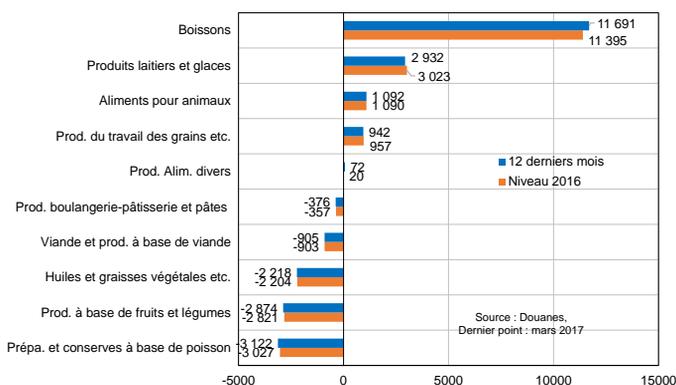


Dans le détail, en variation mensuelle, les exportations progressent de 0,6 % en mars 2017, après une baisse en février (-1,0 %) et une hausse en janvier (+1,1 %). Sur un an, la hausse des exportations atteint 9,5 % en mars.

S'agissant des importations, la progression s'élève à +1,5 % en mars après une légère hausse en janvier (+0,3 %) et une baisse en février (-0,3 %).

Dans ce contexte, le solde commercial mensuel s'inscrit à 607 M€ en mars, après 595 M€ en février et 648 M€ en janvier 2017.

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



### Les performances commerciales du secteur agro-alimentaire reposent sur un nombre très limité de secteurs :

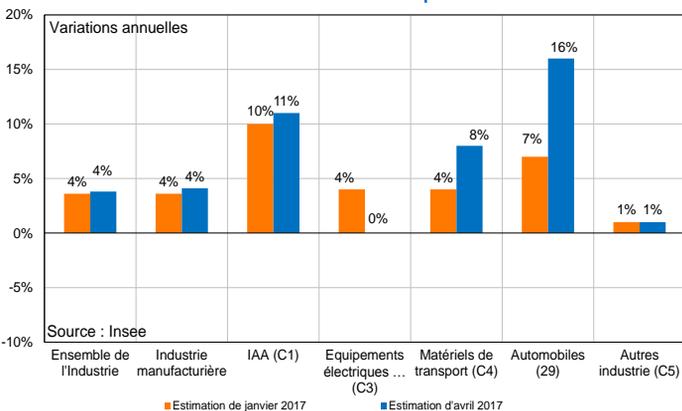
i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,7 Md€ à l'issue du mois de mars, ii) les produits laitiers (et glaces) : 2,9 Md€, dont l'excédent recule depuis 2015 dans un contexte de nette baisse des échanges liée notamment à la baisse des prix provoquée par l'abandon des quotas de production dans l'Union européenne début 2015.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,1 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,9 M€.

**Au global, sur les 12 derniers mois, le solde commercial hors boissons se creuse : il s'établit à -4,5 Md€ (après -4,2 Md€ en 2016 et -3,2 Md€ en 2015), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.**

## Focus investissement : une reprise pour 2016, mais des questions autour de sa pérennité

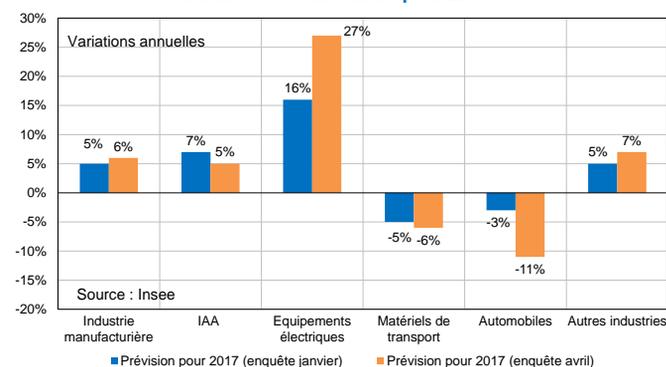
Estimation d'investissement pour 2016



Les enquêtes d'avril sur les investissements dans les industries permettent de conforter la reprise de l'investissement jusqu' alors envisagée pour 2016 : + 11 % (contre 10 % prévu en janvier). La mesure de suramortissement (dont l'extinction est effective depuis avril 2017) nourrit particulièrement cette dynamique, tout comme l'actuelle faiblesse des taux.

Ces deux facteurs apparaissent ponctuels. Ainsi la 2<sup>nde</sup> estimation pour 2017 signale un ralentissement de l'investissement (+5 % prévu), laissant penser que les entreprises agroalimentaires ont accentué leur effort d'investissement jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 pour profiter pleinement de l'avantage fiscal offert par la mesure de suramortissement. Elles relâcheraient par la suite cet effort. Ceci porte à croire que les conditions d'une croissance pérenne de l'investissement (visibilité, situation financière saine, carnet de commande bien orienté...) ne sont toujours pas réunies.

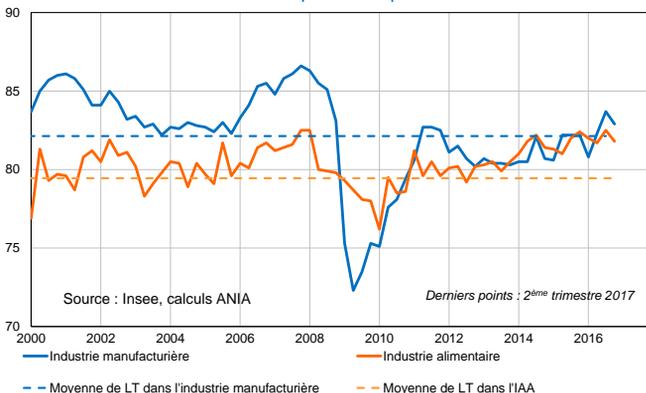
Prévisions d'investissement pour 2017



Année après année, la confrontation des résultats d'investissement prévus et constatés met en lumière d'importantes erreurs de prévision dans le secteur agroalimentaire, tout en suggérant la fragilité des résultats à horizon 2017.

Cette donnée permet toutefois d'appréhender de manière plus précise l'extrême prudence des chefs d'entreprises du secteur agroalimentaire à investir, tout en soulignant un manque de visibilité concernant l'évolution du carnet de commande, les demandes financières de la grande distribution et l'environnement réglementaire et fiscal.

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



Une analyse du taux d'utilisation des capacités de production (TUC) met en lumière les tensions qui pèsent sur l'appareil de production. Depuis plusieurs trimestres, le TUC progresse dans le secteur significativement agroalimentaire.

Dans l'alimentaire, il dépasse nettement sa moyenne de long terme en 2017 (81,8 contre 79,4 depuis 1991) et affiche un niveau inobservé depuis 2008.

Cet indicateur accrédite donc la reprise de l'investissement actuellement observée. En revanche, la faible dispersion autour de la moyenne de long terme pose question sur la capacité de rebond au-delà du secteur agroalimentaire.